



Convention service commun informatique

Avenant 3 – Déploiement du pack3 (service support)

Modalités de mise en œuvre et conditions de facturation

Entre les soussignés

Le présent avenant à la convention est établi entre les collectivités suivantes :

- La Communauté d'Agglomération du Pays de Landerneau-Daoulas (CAPLD)
- Les Communes de Daoulas, Dirinon, Irvillac, La Martyre, La Roche-Maurice, Saint-Divy et Saint-Urbain.

Monsieur le président de la Communauté et Madame et Messieurs les Maires, dûment habilités par délibération de leurs conseils respectifs, conviennent de ce qui suit :

EXPOSE

La convention instituant le service commun informatique prévoit une mise en place progressive du service :

1. **Pack expertise** : conseils et propositions d'ingénierie technique, assistance à l'exécution des projets, échanges sur les bonnes pratiques.
2. **Pack sécurité** : pérennité du patrimoine numérique de l'ensemble des collectivités, homogénéisation du niveau de sécurité.
3. **Pack préventif** : mise en place d'un service support commun.
4. **Pack applicatif** : élaboration d'un Schéma Directeur des Systèmes d'Informations pour le territoire et convergence applicative.
5. **Pack formation** (en interne) : réduction de l'assistance à l'utilisateur.
6. **Pack usages citoyens** : services en ligne, diffusion de données ouvertes.

Les Packs 1 et 2 ont été déployés en 2020. 21 collectivités y ont adhéré.

L'étude préalable à la mise en œuvre du « pack3 –préventif » de la mutualisation informatique a été menée en 2022 et s'est déclinée en plusieurs étapes :

- Février-Mars : audit des équipements et des contrats pour les 21 entités. Le parc global représente 969 équipements informatiques (1191 en comptabilisant les écoles).

- Avril : échange en conférence des maires avec 3 scénarios proposés
- Juin : échange avec chaque commune sur les propositions – définition d'un scénario cible
- Octobre : présentation du scénario retenu en Conférence des Maires
- Décembre : déclaration d'intention des communes d'adhérer ou non au service support commun

Les modalités de fonctionnement du service commun ont été calibrées sur la base de l'adhésion de l'ensemble des 21 collectivités (20 communes hors Landerneau + SIPP).

Afin de ne pas pénaliser les communes adhérentes et de promouvoir la mutualisation sur son territoire, la Communauté prendra en charge la part des communes non adhérentes.

Article 1^{er} : Objet de l'avenant 3

Le présent avenant a pour objet de fixer les conditions de déploiement du pack 3 « service support informatique commun », et plus précisément de déterminer les modalités de mise en place du service et de participation financière des collectivités adhérentes.

Article 2 : Périmètre d'intervention du service support commun

Le service support commun prend en charge la gestion du matériel et des incidents concernant les équipements suivants :

- Matériel de niveau 1, notamment :
 - Postes informatiques (PC et portables), et leurs périphériques (imprimante, copieur, vidéo-projecteur...)
 - Téléphones fixes et mobiles
 - Tablettes
- Matériel de niveau 2, notamment :
 - Switch, onduleurs, bornes wifi
 - Liaisons intersites (fibre, pont wifi)
- Matériel de niveau 3, notamment :
 - Routeurs,
 - Serveurs physiques ou virtuels,
 - Dispositifs de sauvegarde et de sécurité.

Le service support commun est compétent pour assurer :

- Le bon fonctionnement des équipements informatiques; les mises à jour et supervision seront majoritairement effectuées à distance,
- La maintenance corrective des problèmes et incidents rencontrés : la garantie de temps de rétablissement est fixée à 2 jours maximum,

- L'interface avec les éditeurs de solutions informatiques. Cette interface est limitée aux domaines suivants : Internet, téléphonie, messagerie, badgeage/ contrôle d'accès.
- La définition d'une stratégie commune en matière de renouvellement des équipements et tendre vers une homogénéisation du parc,
- Le conseil et l'accompagnement à l'acquisition de matériel et à la préparation budgétaire.

Le service support commun est en capacité d'intervenir sur site si nécessaire.

Afin d'optimiser la gestion des équipements informatiques, des visites préventives sur site sont planifiées annuellement (nettoyage, contrôle, mise à jour et rapport).

Le nombre des visites préventives annuelles et le volume d'heures consacrées à chaque commune par an sont fixés en fonction de la taille du parc informatique des communes (petit, moyen, grand ; avec ou sans les écoles).

	Adhésion d'une collectivité sans école			Adhésion d'une collectivité avec école(s)		
	PARC "PETIT" 6 Communes	PARC "MOYEN" 8 Communes	PARC "GRAND" 7 Communes	PARC "PETIT" 2 Communes	PARC "MOYEN" 6 Communes	PARC "GRAND" 8 Communes
QUANTITE DE DEMANDE	5 HEURES	10 HEURES	15 HEURES	10 HEURES	15 HEURES	20 HEURES
PREVENTIF SUR SITE 16 heures par commune	4 HEURES 2 VISITES/AN DE 2H	8 HEURES 2 VISITES/AN DE 4H	12 HEURES 3 VISITES/AN DE 4H	8 HEURES 2 VISITES/AN DE 4H	12 HEURES 3 VISITES/AN DE 4H	16 HEURES 4 VISITES/AN DE 4H

En cas de besoin, les collectivités adhérentes pourront solliciter l'intervention du service support au-delà du nombre d'heures alloué. Dans ce cas, la facturation supplémentaire sera réalisée dans les conditions fixées à l'article 4.2.

Article 3 : Situation des agents du service commun

Les agents composant les services communs sont placés sous l'autorité fonctionnelle du président de la Communauté qui évalue les moyens humains nécessaires au bon fonctionnement du service.

Le nombre de postes affectés au service commun est fonction du nombre de collectivités adhérentes.

Ainsi, pour 21 collectivités adhérentes, les moyens humains nécessaires sont évalués à 2,5 ETP.

La direction des moyens généraux pilote l'activité des services communs précités.

Le responsable des systèmes d'information dresse annuellement un état des recours à son service et le communique au partenaire intéressé et en publie la synthèse dans le rapport annuel de mutualisation.

Article 4 : Dispositions financières

4.1 Modalités de calcul du coût du service

Le coût du service est calculé pour 21 collectivités adhérentes (20 communes et le SIPP). Il prend en compte :

- Le coût de la masse salariale dédiée,
- Les moyens matériels mis à disposition.

Le coût des moyens humains est réparti de la manière suivante :

- 30 % part fixe répartie entre les 21 entités,
- 60 % de part variable en fonction de la taille du parc informatique
- 10 % pour le dépassement des heures.

Le coût du service ne comprend pas l'acquisition des matériels et équipements informatiques qui reste à la charge de chaque collectivité sur son budget propre.

4.2 Conditions de refacturation

Le coût global du service est pris en charge par la Communauté et refacturé aux communes annuellement sur la base des coûts fixés en annexe 1.

Solidaire envers les communes de son territoire et volontariste en matière de mutualisation, la Communauté prend en charge la participation financière des communes non adhérentes au service support commun afin de ne pas pénaliser les communes adhérentes.

Ainsi, le coût du service sera refacturé sur la base du coût annuel réellement constaté dans la limite des montants figurant en annexe 1. Le solde du coût annuel du service support sera pris en charge par la Communauté.

S'il est établi qu'une commune n'a pu bénéficier du nombre d'heures alloué du fait de la Communauté, alors cette dernière assumera la dépense.

Les interventions réalisées sur demande, au-delà du nombre d'heures alloué à chaque collectivité, seront facturées selon les tarifs suivants :

- 135 € TTC / heure pour un parc sans école,
- 137 € TTC / heure pour un parc avec école.

4.3 Actualisation

Chaque année le coût pourra être actualisé pour tenir compte de l'évolution du coût réel des charges de personnel.

Article 5 : Rapport d'activité annuel

La Communauté a les moyens de suivre l'activité du service qu'elle quantifie au « temps passé ».

Le service support commun produira à chaque collectivité adhérente, à l'appui de la facturation annuelle, un rapport d'activité détaillant ses interventions et le temps passé.

L'évolution du service et un compte rendu de son activité figureront également au rapport de mutualisation établi annuellement et présenté au conseil de Communauté.

Article 6 : Effet – Durée - Dénonciation

Le présent avenant à la convention prend effet à la date du 2 mai 2023 jusqu'au 31 janvier 2026.

Il est ensuite renouvelé tacitement par période de 6 ans.




Le présent avenant peut être dénoncé par l'une ou l'autre des parties, suite à une délibération de son organe délibérant, notifiée au cocontractant, par voie de lettre recommandée avec accusé de réception. Cette dénonciation ne pourra avoir lieu que dans le respect d'une année civile.




Cette dénonciation emportera le retrait de tout moyen mis à disposition de la Commune par la Communauté dans le cadre de l'exécution de la présente convention.

Fait à Landerneau en X exemplaires originaux, le.....

Pour la Communauté de communes du Pays
de Landerneau-Daoulas,
Le Président,

Monsieur Patrick LECLERC

<p>Jean-Luc LE SAUX Maire de Daoulas</p> 	<p>Guillaume BODENEZ Maire de Dirinon</p> 	<p>Jean-Noël LE GALL Maire de Irvillac</p> 
--	---	---

<p>Chantal SOUDON</p> <p>Maire de La Martyre</p> 	<p>Lénaïc BLANDIN</p> <p>Maire de La Roche Maurice</p> 	<p>Michel CORRE</p> <p>Maire de Saint-Divy</p> 
<p>Julien POUPON</p> <p>Maire de Saint-Urbain</p> 